



Bulletin Veille Europe n°102 Octobre 2020

Sommaire

Institutions de l'UE.....	3
Commission européenne / Éradiquer la traite des êtres humains : la persistance des risques appelle une approche stratégique	3
Commission européenne / Nouvelles procédures d'infraction contre la Hongrie et le Portugal	3
Réseau Européen des Migrations / Bulletin d'août 2020	4
Réseau Européen des Migrations / Rapport de synthèse pour l'étude du REM 2019 : Aperçu comparatif des statuts de protection nationale dans l'UE et la Norvège.....	4
Réseau Européen des Migrations – Bureau France / Actualités du Réseau européen des migrations (REM).....	4
Parlement européen / Réforme de la gestion de l'asile et des migrations : Vers une plus grande solidarité ?	5
Parlement européen / Projet de rapport conjoint LIBE – FEMM sur la mise en œuvre de la directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes	5
Agences et organes de l'UE.....	6
Frontex / La Commission européenne demande une réunion d'urgence portant sur la complicité de l'agence dans des mesures de rétorsion et critique l'investissement de 100 millions d'euros dans la surveillance des drones.....	6
Délégation de l'Union européenne en République du Niger / Lutte contre la traite des êtres humains : plus que jamais une urgence à cause de la COVID.....	6
EASO / Rapports d'information sur l'Irak.....	6
EASO / Rapports d'analyse juridique	7
EASO / Données sur l'asile du mois d'août 2020	7
EASO / L'EASO félicite l'approche de la présidence allemande visant à donner la priorité à l'Agence européenne pour l'asile	8
Institutions européennes.....	8
Conseil de l'Europe / Déclaration de la Commissaire aux droits de l'Homme - Les autorités croates doivent mettre un terme aux refoulements et à la violence aux frontières, et mettre fin à l'impunité.....	8
GRETA / Journée européenne de lutte contre la traite humaine : la traite des êtres humains ne sera pas tolérée.....	8
Organisations des Nations unies.....	9
HCR / Actualisation sur les opérations du HCR en Europe	9
HCR / Libye : les vols humanitaires du HCR reprennent après sept mois de suspension	10
HCR / Bureau Régional pour l'Europe – Réponse d'urgence à la COVID-19 Update 19	10
HCR / Situation en Europe : données et tendances sur les arrivées et les déplacements de population, août 2020.....	10
HCR / Considérations juridiques relatives aux demandes de protection internationale présentées dans le contexte des effets néfastes du changement climatique et des catastrophes.....	11
HCR / Considérations légales sur les procédures d'asile à la frontière en UE.....	11
HCR / Naufrage tragique dans la Manche et soutien des migrants et des réfugiés à Calais.....	11

HCR / L'impact de la pandémie sur les efforts de protection des réfugiés, notamment sur la santé mentale.....	12
HCR / Un mois après les incendies à Moria, le HCR lance une mise en garde contre une dégradation des conditions à l'arrivée de l'hiver	12
HCR / Lancement d'un nouveau portail d'informations vérifiées sur les opportunités d'enseignement supérieur pour les réfugiés	12
OIM / Sénégal : au moins 140 migrants morts lors du naufrage le plus meurtrier de l'année.....	13
OIM / Méditerranée : 11 migrants morts noyés au large de la Libye	13
Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme / Italie : une experte de l'ONU condamne la criminalisation du secours aux migrants en Méditerranée	13
Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la traite des êtres humains / Les enfants, les femmes et les migrants sont tous exposés à un risque accru d'exploitation et de traite lors de la deuxième vague de COVID	13
Réseau des Nations-Unies sur les Migrations / Déclaration de Michelle Bachelet, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.....	14
Organisations de la société civile.....	14
Alliance M8 / Sommet Mondial de la Santé (World Health Summit) – Rapport sur la santé mentale des migrants et des réfugiés	14
Groupe de recherche sur la migration et les droits de l'homme (Migration Menschenrechte) / Première édition de l'étude REMAP (Human Rights Challenges to European Migration Policy)	15
Centre des Migrations Mixtes (Mixed Migration Center) / L'accès des réfugiés et des migrants aux services de santé en Afrique de l'Ouest pendant le COVID-19	15
Focus nationaux	15
Grèce / Les conditions se détériorent dans les camps de réfugiés.....	15

Institutions de l'UE

Commission européenne / Éradiquer la traite des êtres humains : la persistance des risques appelle une approche stratégique

La Commission présente son troisième rapport sur les progrès réalisés dans la lutte contre la traite des êtres humains. Ce rapport met en évidence les tendances récentes qui caractérisent la traite des êtres humains, la complexité particulière dans le contexte de la pandémie de coronavirus et les défis restants que l'Union européenne et les États membres doivent relever en priorité. Malgré des progrès, notamment dans le domaine de la coopération transnationale, les États membres doivent **renforcer la justice pénale** pour lutter contre la culture de l'impunité et les actions de prévention, tout en adoptant une **approche centrée sur les victimes**, dont la grande majorité est constituée de femmes et de jeunes filles exploitées sexuellement. Cette forme de criminalité s'exerce de plus en plus en ligne, via les réseaux sociaux.

Pour plus d'informations

Rapport : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_1928

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_20_1928

Commission européenne / Nouvelles procédures d'infraction contre la Hongrie et le Portugal

La Commission européenne a initié deux nouvelles procédures d'infraction relatives à la procédure d'asile à l'encontre de la Hongrie et du Portugal.

Hongrie : La Commission européenne a décidé le 30 octobre d'ouvrir une procédure d'infraction en envoyant **une lettre de mise en demeure** à la Hongrie au sujet de l'application incorrecte de la législation de l'UE en matière d'asile. La Commission considère que **les nouvelles procédures d'asile prévues par la loi et le décret hongrois qui ont été adoptés en réaction à la pandémie de coronavirus sont contraires au droit de l'Union**, en particulier à la directive relative aux procédures d'asile.

Selon les nouvelles procédures, avant de pouvoir demander une protection internationale en Hongrie, les ressortissants de pays tiers doivent d'abord faire une déclaration d'intention dans laquelle ils affirment leur volonté de demander l'asile auprès d'une ambassade hongroise en dehors de l'UE et de se voir délivrer un permis d'entrée spécial à cet effet. La Commission considère que cette disposition constitue une restriction illégale à l'accès à la procédure d'asile qui est contraire à la directive relative aux procédures d'asile dans la mesure où elle empêche les personnes se trouvant sur le territoire hongrois, y compris à la frontière, d'y demander une protection internationale. La Hongrie dispose de 2 mois pour répondre aux arguments soulevés par la Commission. À défaut, la Commission pourrait décider de lui adresser un avis motivé.

Portugal : La Commission a décidé aujourd'hui d'adresser un avis motivé au Portugal pour **défaut de transposition complète de la refonte de la directive relative aux procédures d'asile**, qui établit des garanties procédurales communes pour l'examen des demandes de protection internationale dans l'UE. S'il est vrai que les négociations ont débuté sur les propositions législatives accompagnant le nouveau pacte sur la migration et l'asile (notamment une proposition modifiée de règlement instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union), la transposition et la mise en œuvre intégrales et correctes des règles existantes en matière d'asile demeurent prioritaires pour la Commission. L'avis motivé fait suite à la lettre de mise en demeure envoyée par la Commission en juillet 2019. Le Portugal dispose à présent d'un délai de 2 mois pour notifier à la Commission les mesures prises pour assurer la transposition intégrale de la directive, après quoi la Commission pourrait saisir la Cour de justice de l'Union européenne.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/inf_20_1687

Réseau Européen des Migrations / Bulletin d'août 2020

Le Bulletin du Réseau Européen sur le Migration (REM) fournit aux décideurs politiques et aux autres praticiens des informations et des statistiques récentes sur les migrations et l'évolution de la politique de protection internationale au niveau de l'UE et au niveau national. Il relate les principales **mesures d'adaptation face à la pandémie** de COVID-19 et détaille les politiques développées et les statistiques par pays de l'UE dans de nombreux domaines : protection internationale, politiques d'intégrations, droit des mineurs non-accompagnés et des groupes vulnérables, gestion des frontières, actions de lutte contre la traite des êtres humains...

Pour plus d'informations

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/docs/pages/00_31st_emn_bulletin_updated_en.pdf

Réseau Européen des Migrations / Rapport de synthèse pour l'étude du REM 2019 : Aperçu comparatif des statuts de protection nationale dans l'UE et la Norvège

Ce rapport présente les principales conclusions de l'étude du REM intitulée "Aperçu comparatif des statuts de protection nationale dans l'Union Européenne et en Norvège". Elle explore **les caractéristiques des statuts de protection non harmonisés** et les types de statuts particuliers répondant à un besoin de protection non couvert (telle que la "protection temporaire"). Cette étude, qui a identifié un total de 60 statuts de protection nationaux, souligne le **manque de statistiques** disponibles. Dix États membres ont apporté des modifications à leur législation sur les statuts de protection nationaux entre 2010 et 2018, établissant souvent des **critères d'éligibilité plus restrictifs**. L'étude indique que les motifs des statuts de protection restent largement indéfinis dans la législation nationale, laissant une importante **marge d'appréciation** aux autorités compétentes.

Pour plus d'informations

Synthèse : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/emn_inform_nat_prot_statuses_final.pdf

Rapport : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/emn_synthesis_report_nat_prot_statuses_final_02062020_0.pdf

Réseau Européen des Migrations – Bureau France / Actualités du Réseau européen des migrations (REM)

Le rapport rappelle tout d'abord les priorités de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne, en particulier relatives à la migration. Elle s'engage ainsi à réformer de manière ambitieuse le RAEC, notamment en mettant en place des **procédures obligatoires aux frontières extérieures de l'UE pour catégoriser et examiner suffisamment tôt les demandes d'asile** et empêcher à un stade précoce l'entrée sur le territoire européen. Elle veut renforcer et **développer les capacités de réinstallation** de l'UE, améliorer le mécanisme de **retour volontaire** et de réintégration durable des personnes ne pouvant pas bénéficier d'une protection dans l'UE. Le rapport revient également sur les évolutions récentes des politiques migratoires au sein de l'UE et présente les dernières études. Il se concentre ensuite sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les migrations et sur les réponses apportées par les Etats à la crise.

Pour plus d'informations

Rapport :

https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/124677/998562/file/4_Actualites_du_REM_0ctobre_2020.pdf

Parlement européen / Réforme de la gestion de l'asile et des migrations : Vers une plus grande solidarité ?

Ce rapport du Parlement européen discute les objectifs de la réforme européenne de la gestion de l'asile et des migrations portée par la Commission européenne, présentée en septembre en remplacement du règlement de Dublin de 2013. Si la proposition **conserve pour l'essentiel les critères du règlement**, elle apporterait également des modifications en ce qui concerne le partage des responsabilités d'examen des demandes d'asile entre les Etats membres. La proposition fait suite à une tentative avortée de réforme de la politique d'asile de l'UE suite à la crise migratoire de 2015. Selon la Commission, il **faut relancer la réforme du RAEC** afin de parvenir à un cadre plus efficace, plus équitable et plus harmonisé, plus résistant aux futures pressions migratoires. Le nouveau système garantirait une protection internationale à ceux qui en ont besoin et serait efficace et humain envers ceux qui doivent être renvoyés. Le rapport relate les amendements adoptés par la commission LIBE du Parlement (Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures).

Pour plus d'informations

Rapport :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/659316/EPRS_BRI\(2020\)659316_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/659316/EPRS_BRI(2020)659316_EN.pdf)

Parlement européen / Projet de rapport conjoint LIBE – FEMM sur la mise en œuvre de la directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes

Ce rapport vise à **évaluer la mise en œuvre de la directive 2011/36/UE**, qui établit des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions dans le domaine de la traite des êtres humains, en mettant l'accent sur la migration et les questions d'égalité entre hommes et femmes. Il couvre les mesures de transposition juridique adoptées au niveau des États membres, l'application concrète de la directive et formule des recommandations. Les commissions LIBE et FEMM invitent notamment la Commission et des États membres à inclure dans la directive l'établissement de **mesures spécifiques pour la prévention et les poursuites en matière de traite à des fins d'exploitation sexuelle**, à s'attaquer à l'utilisation des technologies en ligne, à améliorer les mesures de prévention et l'identification précoce des victimes, et à renforcer la perspective de genre horizontale dans toutes les formes de traite, ainsi qu'à veiller à ce que les États membres **criminalisent l'utilisation de tous les services** impliquant une exploitation. Le rapport souligne l'importance d'adopter une approche cohérente et évaluer le risque que des personnes faisant l'objet d'un trafic clandestin deviennent des victimes de la traite.

Pour plus d'informations

Rapport : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CJ01-PR-658995_FR.pdf

Agences et organes de l'UE

Frontex / La Commission européenne demande une réunion d'urgence portant sur la complicité de l'agence dans des mesures de rétorsion et critique l'investissement de 100 millions d'euros dans la surveillance des drones

La Commission européenne a convoqué une **réunion extraordinaire** du conseil d'administration de Frontex qui se tiendra le 10 novembre, en réaction à des rapports faisant état de la **complicité de l'agence européenne dans des opérations illégales de refoulement** et de son implication dans un incident de refoulement à la frontière maritime gréco-turque en mer Égée. Frontex a également fait l'objet d'un examen pour avoir investi **100 millions d'euros dans des drones chargés de la surveillance de la mer Méditerranée**. Plusieurs ONG européennes ont dénoncé le retrait de la présence en mer en termes de capacités de sauvetages par les Etats membres européens, qui contraste avec l'investissement dans les technologies de surveillance aérienne.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.ecre.org/frontex-commission-calls-for-urgent-meeting-over-complicity-in-pushbacks-critique-of-100-million-euro-investment-in-drone-surveillance/>

Délégation de l'Union européenne en République du Niger / Lutte contre la traite des êtres humains : plus que jamais une urgence à cause de la COVID

Dans le cadre de la 14e Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains, le vice-président chargé de la promotion de notre mode de vie européen, Margaritis Schinas, a déclaré qu'« étant donné que les criminels continuent de tirer des **profits considérables** de l'exploitation de leurs victimes, nous devons redoubler d'efforts en matière de prévention, d'enquête, de poursuites et de condamnations à l'encontre des trafiquants d'êtres humains ». Il a souligné l'importance de **l'identification précoce** des victimes au sein des réflexions de la Commission européenne. Avec la COVID-19, les causes profondes de la traite des êtres humains ont été exacerbées (difficultés financières, protection limitée des travailleurs, fermeture des écoles, absence croissante de perspectives sociales ou économiques) et pourraient conduire à un **développement accru des réseaux de traite**, qui utilisent de façon croissante les **technologies numériques** pendant la pandémie.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://eeas.europa.eu/delegations/niger/87529/lutte-contre-la-traite-des-%C3%AAtres-humains-plus-que-jamais-une-urgence-%C3%A0-cause-de-la-covid_fr

EASO / Rapports d'information sur l'Irak

Le Bureau européen en matière d'asile (EASO) a publié en octobre deux rapports relatifs à la situation en Irak.

Le premier rapport s'intéresse au **traitement des Irakiens susceptibles d'être affiliés à l'Etat Islamique** en Irak et au Levant (EIL) concernant la détermination du statut de protection internationale. Dans le cadre de la lutte contre l'EIL, de nombreux rapports ont mis en évidence de graves violations des droits de l'homme commises par les forces militaires, visant principalement des hommes et garçons civils sunnites. Des milliers de personnes présentées comme affiliées à l'EIL, y compris des enfants, ont été arrêtés, torturés et poursuivis devant les tribunaux antiterroristes, et des centaines ont été condamnés à mort. Les familles dont les liens avec l'EIL sont perçus, **"en raison du nom de famille, de l'appartenance tribale ou de la région d'origine"** ou **en raison de l'absence de papiers d'identité**, ont également fait l'objet de mesures de punition collective et de stigmatisation de la part des forces gouvernementales et de la communauté. Le rapport souligne l'importance des **violences de genre**, notamment des abus sexuels, à la fois dans les camps et en dehors.

Le second rapport publié par l'EASO étudie **le traitement des manifestants et des activistes irakiens par les autorités** dans le cadre des manifestations politiques ayant eu lieu en Irak entre janvier 2019 et juillet 2020, en particulier à Bagdad et dans les provinces du sud. Le rapport constate l'usage de la violence contre les participants, le ciblage des organisateurs et des activistes, les arrestations et la détention des manifestants, ainsi que les attaques contre les services de sécurité et les propriétés publiques et privées. Il se concentre ensuite sur l'accès aux mesures de réparation, ainsi que des enquêtes sur l'usage de la violence et la responsabilité des acteurs impliqués.

Pour plus d'informations

Rapport sur le traitement des Irakiens suspectés d'être affiliés à l'EIL :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_Exclusion_second_edition_CJ_PDF.pdf

Rapport sur le traitement des manifestants et des activistes en Irak :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/10_2020_EASO_COI_Report_Iraq_The_protest_movement_and_treatment_of_protesters.pdf

EASO / Rapports d'analyse juridique

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) a publié trois rapports d'analyse juridique dans le cadre de l'élaboration d'une série de formations professionnelles en coopération avec les cours et tribunaux des Etats membres de l'UE. Elle vise à fournir aux cours et tribunaux une vue d'ensemble complète du régime d'asile européen commun (RAEC).

Le premier rapport élabore une analyse juridique des **Articles 12 et 17 de la directive "qualification"** (2011/95/UE). Cette analyse est principalement destinée aux membres des cours et tribunaux des États membres concernés par l'examen des recours ou la révision des décisions relatives aux demandes de protection internationale, pour les conseiller dans **l'interprétation et l'application des clauses d'exclusion** du statut de réfugié et du statut de réfugié subsidiaire. La seconde édition de compilation de jurisprudence comprend des analyses judiciaires, des notes d'orientation pour les formateurs judiciaires et des recueils de jurisprudence provenant des cours internationales, européennes et nationales, portant sur les Articles 12 et 17 de la directive "qualification". Une troisième analyse juridique vise à mettre à la disposition des membres des cours et tribunaux un outil pratique pour **comprendre les dispositions de la directive sur les conditions d'accueil** (directive 2013/33/UE) qui vise à établir des normes communes pour l'accueil des demandeurs de protection internationale.

Pour plus d'informations

Analyse juridique relative aux Art 12 et 17 de la directive « qualification » 2011/95/UE :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_Exclusion_second_edition_JA_EN.pdf

Compilation de jurisprudences sur l'exclusion, Art 12 et 17 de la directive « qualification » 2011/95/UE :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/EASO_Exclusion_second_edition_CJ_PDF.pdf

Analyse juridique relative à la directive sur les conditions d'accueil 2013/33/UE :

https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/CTS_Reception_JA_EN.pdf

EASO / Données sur l'asile du mois d'août 2020

L'EASO a publié les dernières données relatives à l'asile pour août 2020. L'étude indique que le **nombre de demandes d'asile** enregistrées depuis janvier 2020 (295 075) est en **baisse de 31%** par rapport à la même période en 2019. L'EASO souligne que les mesures de restriction et la mobilité réduite continuent d'impacter le nombre de demandes d'asile enregistrées. L'agence indique également que **10% des demandes sont répétées**. Les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile sont la Syrie (13%), l'Afghanistan (10%), le Venezuela (9%), la Colombie (7%). En août, 43 261 décisions ont été rendues en première instance, soit une

baisse de 24% par rapport à Juillet, mais en hausse par rapport aux mois précédents. **Le taux de reconnaissance** (décisions positives en 1ère instance / décisions totales émises) **est de 26%** en Août, en légère hausse par rapport à juillet (23%).

Pour plus d'informations

Rapport : <https://easo.europa.eu/latest-asylum-trends>

EASO / L'EASO félicite l'approche de la présidence allemande visant à donner la priorité à l'Agence européenne pour l'asile

Le 8 octobre 2020, la directrice exécutive de l'EASO, Nina Gregori, a exprimé son soutien au Pacte sur la migration et l'asile porté par la Commission européenne en saluant l'importance accordée au **renforcement de l'EASO**, qui fonctionne désormais à la limite même de son mandat actuel et de ses capacités. Entre janvier et août 2020, l'EASO a **enregistré plus de 40% des demandes d'asile** dans les États membres où elle opère (Grèce, Italie, Chypre et Malte) la situant au 5e rang de tous les pays de l'UE en termes de nombre d'enregistrements effectués. Un nouveau mandat et la transformation de l'EASO en **EUAA** (Agence Européenne pour l'Asile) soulageraient ces pressions et lui permettraient de continuer à accroître son soutien aux États membres.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.easo.europa.eu/news-events/easo-welcomes-german-presidency-approach-prioritise-eu-agency-asylum>

Institutions européennes

Conseil de l'Europe / Déclaration de la Commissaire aux droits de l'Homme - Les autorités croates doivent mettre un terme aux refoulements et à la violence aux frontières, et mettre fin à l'impunité

La Commissaire aux droits de l'homme a estimé les **récentes allégations d'expulsions collectives de migrants, de refus de l'accès à l'asile et d'extrême violence par les forces de l'ordre croates, très préoccupantes**. Malgré son appel il y a deux ans, incitant les autorités à mettre en œuvre des enquêtes rapides et indépendantes, les rapports d'ONG sur ces violences se multiplient. La Commissaire souligne que d'autres agences et organisations ont relayé ces préoccupations, et appelle une nouvelle fois les autorités croates à cesser ces violences et à éradiquer l'impunité, ainsi qu'à publier le rapport du Comité pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe sur leur visite du pays.

Pour plus d'informations

Communiqué: <https://www.coe.int/fr/web/commissioner/-/croatian-authorities-must-stop-pushbacks-and-border-violence-and-end-impunity>

GRETA / Journée européenne de lutte contre la traite humaine : la traite des êtres humains ne sera pas tolérée

À la veille de la 14e Journée européenne contre la traite des êtres humains, le GRETA appelle au plein respect des droits des victimes de la traite des êtres humains pendant les restrictions liées à la pandémie COVID-19. Le président du GRETA, Davor Derenčinović, a déclaré que "les États sont tenus de veiller à ce que les victimes de la traite soient identifiées comme telles, bénéficient d'une assistance et d'une protection et aient un accès effectif à la justice et à des voies de recours. Notre suivi de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de

l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains montre des signes inquiétants de **réduction du nombre de victimes identifiées, de lacunes dans la fourniture de services aux victimes et de retards dans les procédures pénales**". La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation significative des abus et de l'exploitation sexuelle des enfants en ligne. De nombreuses ONG font de leur mieux pour prévenir l'exploitation des enfants en développant les compétences en matière de médias numériques et de sécurité en ligne.

Pour plus d'informations

Communiqué : https://www.coe.int/fr/web/anti-human-trafficking/news/-/asset_publisher/fX6ZWufj34JY/content/european-anti-trafficking-day-human-trafficking-will-not-be-tolerated?inheritRedirect=false&redirect=https%3A%2F%2Fwww.coe.int%2Fen%2Fweb%2Fanti-human-trafficking%2Fnews%3Fp_p_id%3D101_INSTANCE_fx6ZWufj34JY%26p_p_lifecycle%3D0%26p_p_state%3Dnormal%26p_p_mode%3Dview%26p_p_col_id%3Dcolumn-4%26p_p_col_count%3D1

Organisations des Nations unies

HCR / Actualisation sur les opérations du HCR en Europe

Le HCR a publié son rapport d'actualisation sur les opérations menées en Europe le 25 septembre. La pandémie de COVID-19 a considérablement impacté les mouvements de populations tout comme les systèmes d'asile. Le **nombre total des nouvelles arrivées en Europe a diminué de près de 25 %** au cours du premier semestre, en partie **en raison des mesures de santé publique** prises par les États, notamment l'interdiction temporaire d'entrée dans les pays, la mise en quarantaine des nouveaux arrivants, et dans plusieurs cas, la fermeture des frontières. Si certaines mesures initiales de gestion des frontières ont soulevé des inquiétudes, le HCR estime que depuis, la majorité des États d'Europe ont pris des **mesures correctives** établissant un équilibre entre les obligations de protection et les considérations de santé publique.

L'organisation note par ailleurs une évolution des mouvements de population mixtes : alors que le nombre des arrivées par la mer a diminué en Grèce et en Espagne, il a **plus que triplé en Italie** de janvier à juillet 2020. Les Afghans et les Syriens ont représenté 23 % de toutes les nouvelles arrivées, la part des arrivées depuis l'Algérie a plus que doublé au premier semestre 2020. Malgré une diminution des noyades en Méditerranée de 50 % par rapport à la même période de 2019, le **nombre de décès comparé à celui des arrivées a augmenté**. Les investissements dans l'intégration socioéconomique des réfugiés et des migrants ont continué à afficher des progrès dans de nombreuses régions, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour lutter contre les obstacles administratifs et liés à l'inclusion sur le marché de l'emploi.

Le rapport soulève les principaux progrès et défis pour atteindre les priorités stratégiques globales :

- Assurer une réponse opérationnelle efficace dans le contexte de la pandémie de COVID-19
- Sauvegarder l'espace d'asile et instaurer des systèmes de protection efficaces, y compris dans le contexte des mouvements mixtes
- Promouvoir des conditions d'accueil acceptables
- Renforcer les approches participatives et reposant sur la communauté
- Obtenir des solutions pour les réfugiés
- Prévenir et résoudre les situations d'apatridie
- Renforcer les relations extérieures et le plaidoyer, et mobiliser un appui

Le rapport revient ensuite sur le budget dédié aux activités du HCR en Europe, augmenté de 20,9 millions de \$ en réponse aux besoins liés à la COVID-19, et détaille sa répartition.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.unhcr.org/fr/5f7309384>

HCR / Libye : les vols humanitaires du HCR reprennent après sept mois de suspension

Le HCR a évacué la nuit dernière de Libye un groupe de **153 réfugiés et demandeurs d'asile vulnérables** vers ses installations de transit d'urgence au Niger. Les personnes évacuées regroupent 16 familles et 15 enfants de moins de 18 ans, dont beaucoup ne sont pas accompagnés. La majorité d'entre elles vivaient dans la capitale libyenne, et pratiquement **toutes ont connu la détention arbitraire**. Ce vol affrété par le HCR marque **la reprise des évacuations humanitaires depuis la Libye après sept mois de suspension** en raison de la pandémie. Au Niger, les réfugiés évacués reçoivent désormais une aide humanitaire dans la structure de transit d'urgence et le HCR tente de trouver des solutions durables telles que la réinstallation, poursuivant son action de plaider auprès des gouvernements. Pour le HCR, le vol d'hier est la preuve que malgré la menace posée par le Covid-19, les évacuations depuis la Libye sont possibles dans le cadre d'efforts conjoints.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1080032>

HCR / Bureau Régional pour l'Europe – Réponse d'urgence à la COVID-19 Update 19

Le Bureau Régional du HCR revient sur les conséquences de la pandémie sur les opérations menées en Europe. Les taux d'infection ayant fortement augmenté dans la région, de nombreux pays rétablissent progressivement les **restrictions de mouvements** ou étendent les états d'urgence. Plusieurs pays ont signalé **des foyers de contamination dans les installations d'accueil pour les demandeurs d'asile**. Malgré ces mesures, l'accès au territoire est généralement maintenu. Le personnel du HCR est progressivement revenu travailler dans des bureaux en continuant à favoriser le télétravail, et les visites sur le terrain ont repris grâce aux mesures de protection mises en place. Le rapport détaille ensuite les informations récentes relatives aux différents domaines d'intervention du HCR : la protection, la santé, les transferts monétaires, la communication avec les communautés et l'éducation. Il fait ensuite un point sur le financement des opérations du HCR en Europe.

Pour plus d'informations

Rapport... : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/82505>

HCR / Situation en Europe : données et tendances sur les arrivées et les déplacements de population, août 2020

Le rapport du HCR sur les données relatives aux arrivées et déplacements de population d'août 2020 établit 5,329 arrivées en Italie, 2,926 en Espagne, 1,053 en Grèce et 196 à Malte. 63 morts et disparus ont été comptabilisés. Les données cumulées depuis janvier estiment le nombre d'arrivées à 48,356, soit **une baisse de 60% par rapport à 2019** (123,700). La **mortalité est particulièrement importante pour les personnes ayant emprunté la route de Méditerranée centrale**. Les arrivées ont, comme en 2019, augmenté en juillet et août 2020. Le HCR estime une baisse de 33% du nombre d'arrivées par les routes Méditerranéennes en août 2020, relativement à 2019. Le rapport détaille ensuite les pays de départ et d'arrivée des migrations vers l'Europe en août 2020.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/79406>

HCR / Considérations juridiques relatives aux demandes de protection internationale présentées dans le contexte des effets néfastes du changement climatique et des catastrophes

Ce document publié par le HCR porte sur l'applicabilité du droit international et régional des réfugiés et des droits de l'homme lorsque des déplacements transfrontaliers se produisent, dans le contexte des effets néfastes des catastrophes et du changement climatiques. En effet, les conséquences de la crise environnementale mondiale (réapparition et diffusion de maladies, insécurité alimentaire, rareté de l'eau, exposition accrue à l'exploitation et la traite...) combinés aux vulnérabilités sociales, poussent davantage de personnes à quitter leur pays d'origine. Or les **personnes exilées pour des motifs liés au climat ne seront pas toutes considérées comme réfugiées**. Ces considérations légales cherchent à fournir des recommandations pour les gouvernements, les juristes et le personnel du HCR dans l'application du droit international des réfugiés aux demandes de protection présentées dans ce cadre.

Pour plus d'informations

Rapport : <https://www.refworld.org/docid/5f75f2734.html>

HCR / Considérations légales sur les procédures d'asile à la frontière en UE

Suite à la publication du Pacte européen sur l'asile et la migration, le HCR publie une note détaillant les **considérations légales relatives à des procédures justes et rapides aux frontières dans le cadre d'un mécanisme solidaire européen**. Le HCR propose un mécanisme en trois étapes incluant la gestion de l'arrivée, l'enregistrement de la demande d'asile et la relocalisation ou le retour. L'agence détaille les garanties procédurales clés à protéger, la limitation de la privation de liberté, les risques des procédures d'admissibilité, et l'importance d'un mécanisme de répartition et de solidarité au niveau européen.

Pour plus d'informations

Note : <https://www.refworld.org/publisher,UNHCR,POSITION,,5f8838974,0.html>

HCR / Naufrage tragique dans la Manche et soutien des migrants et des réfugiés à Calais

Le HCR a fait part de son choc et de sa tristesse face au tragique naufrage d'une embarcation entre la France et l'Angleterre. Alors qu'elles tentaient la dangereuse traversée de la Manche, quatre personnes ont perdu la vie, dont deux enfants de cinq et huit ans.

« Cette tragédie nous montre une nouvelle fois que les enfants sont souvent les victimes de ces routes extrêmement périlleuses. Elle doit nous alerter sur l'urgence de construire des alternatives à ces voyages du désespoir à travers l'engagement de l'ensemble des acteurs », a déclaré Paolo Artini, Représentant du HCR en France. Afin de réduire ces traversées dangereuses, la mise en place de voies d'accès sûres et légales, telles que la réunification familiale ou d'autres voies complémentaires pour les personnes vulnérables, reste tout autant nécessaire.

Au début du mois d'octobre, Paolo Artini s'exprimait sur la situation des réfugiés et des migrants dans la région de Calais et des solutions à développer en coordination avec les acteurs institutionnels et associatifs.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/10/5f998bfd4/naufrage-tragique-dans-la-manche-le-hcr-souligne-lurgence-de-la-situation.html>

Communiqué Calais : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/10/5f75a0db4/paolo-artini-a-a-calais-il-est-temps-de-protger-les-refugies-et-les-migrantsa.html>

HCR / L'impact de la pandémie sur les efforts de protection des réfugiés, notamment sur la santé mentale

Dans un discours annuel prononcé devant le Comité exécutif du HCR à Genève, la Haut-Commissaire assistante en charge de la protection, Gillian Triggs, a expliqué que l'éventail des mesures adoptées par les gouvernements en réponse à la pandémie variait entre les plus charitables jusqu'au déni absolu d'accès aux procédures d'asile et aux retours forcés vers des zones dangereuses.

« Au plus fort de la pandémie, 168 pays ont fermé totalement ou partiellement leurs frontières, 90 d'entre eux environ ne faisant aucune exception pour les personnes demandant l'asile, ce qui a sérieusement limité l'accès de celles-ci à la protection internationale », a déclaré Gillian Triggs.

De plus, au côté de l'OMS pour célébrer la journée mondiale de la santé mentale, le HCR a exhorté la communauté internationale à donner la priorité et à renforcer les programmes essentiels pour les soins de santé mentale au bénéfice des réfugiés et des déplacés internes.

Pour plus d'informations

Communiqué Comité exécutif : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/10/5f7f30c2a/gillian-triggs-hcr-previent-pandemie-covid-19-met-mal-efforts-protection.html>

Communiqué santé mentale : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/10/5f8172a04/pandemie-covid-19-genere-desespoir-generalise-refugies-hcr-appelle-soutien.html>

HCR / Un mois après les incendies à Moria, le HCR lance une mise en garde contre une dégradation des conditions à l'arrivée de l'hiver

Quatre semaines après les incendies qui ont détruit le centre d'accueil et d'identification de Moria à Lesbos, le HCR a réitéré son appel pour que des mesures et des améliorations urgentes soient prises afin d'éviter une nouvelle détérioration des conditions de vie d'environ 7800 réfugiés et demandeurs d'asile actuellement hébergés dans le site d'urgence de Kara Tepe.

Le froid et l'arrivée de l'hiver ne feront qu'aggraver les difficultés endurées par cette population. Il existe des lacunes critiques en matière de drainage, d'eau, d'installations d'assainissement et d'hygiène, et de services de santé, auxquelles il faut remédier sans délai.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/briefing/2020/10/5f8057a5a/mois-apres-incendies-moria-hcr-lance-mise-garde-contre-degradation-conditions.html>

HCR / Lancement d'un nouveau portail d'informations vérifiées sur les opportunités d'enseignement supérieur pour les réfugiés

Le HCR a lancé une plateforme unique en son genre qui fournit des informations vérifiées sur les programmes d'enseignement supérieur assurés aux réfugiés à travers le monde entier. Développé en réponse aux besoins exprimés par les étudiants réfugiés, le site « Opportunités » a pour objectif de fournir une base de données mondiale d'informations fiables et actualisées sur les programmes de bourses d'études auxquels les réfugiés peuvent prétendre, tant dans leur pays d'asile actuel qu'à l'étranger.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.unhcr.org/fr-fr/news/press/2020/10/5f77169ba/hcr-lance-nouveau-portail-dinformations-verifiees-opportunités-denseignement.html>

Plateforme : <https://services.unhcr.org/opportunities/>

OIM / Sénégal : au moins 140 migrants morts lors du naufrage le plus meurtrier de l'année

Au moins **140 personnes sont mortes noyées** à la fin de la semaine dernière, après le naufrage d'une embarcation transportant environ 200 migrants au large des côtes sénégalaises. Selon l'OIM, il s'agit du **naufrage le plus meurtrier enregistré jusqu'ici en 2020**. Le nombre de départs d'Afrique de l'Ouest vers les îles Canaries a considérablement augmenté ces dernières semaines. L'OIM surveille les départs de la côte avec l'aide des membres de la communauté depuis le début du mois de septembre mais Bakary Doumbia, Représentant de l'OIM au Sénégal, insiste sur l'importance de plaider également « en faveur de **l'amélioration des voies légales afin de saper le modèle commercial des trafiquants** et de prévenir les pertes de vies humaines ».

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1080972>

OIM / Méditerranée : 11 migrants morts noyés au large de la Libye

Les naufrages meurtriers de migrants continuent en mer Méditerranée centrale, avec au moins **11 noyés au large de la Libye** ce week-end a indiqué l'OIM. Ce dernier drame est le troisième naufrage meurtrier enregistré la semaine dernière. L'agence onusienne craint toutefois qu'en raison du **manque d'efforts de suivi et de surveillance**, le nombre de victimes soit beaucoup plus élevé. Elle estime que plus de 430 Libyens ont tenté de se rendre en Italie cette année, contre environ 240 l'année dernière au cours de la même période. Appelant à « une plus grande solidarité de tous les États membres de l'Union européenne avec les pays accueillant des migrants », Federico Soda, le chef de mission de l'OIM en Libye, a affirmé que l'absence de mesures concrètes pour combler le **déficit de capacité de recherche et de sauvetage** et pour garantir le débarquement rapide des personnes secourues dans des ports sûrs est inacceptable.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1080692>

Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme / Italie : une experte de l'ONU condamne la criminalisation du secours aux migrants en Méditerranée

La Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Mary Lawlor, a **condamné la criminalisation en Italie de 11 défenseurs des droits de l'homme qui sont venus en aide à des migrants en mer Méditerranée**. Il s'agit de Carola Rackete, ancienne capitaine du navire de sauvetage Sea-Watch 3, et les membres de l'équipage du bateau Iuventa 10. M. Lawlor « regrette que les procédures pénales à leur encontre soient toujours ouvertes et qu'elles continuent à être stigmatisées en raison de leur travail de protection des droits de l'homme des migrants et des demandeurs d'asile en danger en Méditerranée ».

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://news.un.org/fr/story/2020/10/1079372>

Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la traite des êtres humains / Les enfants, les femmes et les migrants sont tous exposés à un risque accru d'exploitation et de traite lors de la deuxième vague de COVID

« La pandémie COVID-19 met en évidence l'impact sur les droits de l'homme du **manque de sérieux des obligations des États en matière de prévention et de protection efficaces des victimes de la traite** » a déclaré Siobhán Mullally, rapporteur spécial des Nations unies sur la traite des êtres humains, lors de la présentation

de son rapport annuel. Dans le contexte de la pandémie, les femmes ont été durement touchées par l'effondrement des économies informelles, et avec la fermeture des écoles, les enfants sont de plus en plus exposés à l'exploitation sexuelle en ligne et aux pires formes de travail. Selon la Rapporteuse, la lutte contre la traite des êtres humains a également été affectée, les gouvernements utilisant leurs ressources ailleurs pendant la pandémie. Elle a souligné les limites du protocole relatif à la traite des personnes adopté il y a 20 ans. "Un **nouveau modèle d'identification, de soutien et d'assistance précoces est nécessaire**", a déclaré Mme Mullally, ajoutant qu'il existe également des lacunes dans la manière dont le Conseil de sécurité a abordé la traite des êtres humains.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx>

Réseau des Nations-Unies sur les Migrations / Déclaration de Michelle Bachelet, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Le 19 octobre, lors du briefing aux Missions permanentes des États membres à Genève, la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a rappelé l'objectif du Réseau des NU sur les Migrations : **veiller à réduire les « lacunes et les défis qui subsistent concernant la gestion des migrations de manière humaine, responsable et conforme aux droits de l'homme »**. Le Pacte mondial pour les migrations offre une autre voie à suivre, a-t-elle affirmé, « fondée sur la coopération, la solidarité et le respect des droits fondamentaux », ainsi que la reconnaissance de **l'interdépendance des politiques migratoires** des différents États. « Il est essentiel que les systèmes de gouvernance et de coopération que nous établissons aujourd'hui facilitent la mobilité et la connexion des personnes, et non les empêchent » a-t-elle affirmé.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx>

Organisations de la société civile

Alliance M8 / Sommet Mondial de la Santé (World Health Summit) – Rapport sur la santé mentale des migrants et des réfugiés

L'Alliance M8 des centres de santé universitaires, des universités et des académies nationales, a mis depuis 2015 la question de la santé des migrants et des réfugiés à l'ordre du jour du Sommet mondial de la santé. L'organisation dispose d'une plateforme relative aux informations de santé des migrants et des réfugiés dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Leur dernier **rapport, publié en mai 2020**, concerne les réflexions de l'Alliance M8 par rapport à la **santé mentale des migrants et réfugiés**.

Lors du Sommet mondial de la santé, la Commissaire européenne a affirmé que le Coronavirus « nous a ouvert les yeux » sur le fait que les migrants font déjà partie de "nous", et non d'"eux". Partout en Europe, les demandeurs d'asile et les réfugiés ayant des qualifications médicales se sont mobilisés pour lutter contre le virus, et ils représentent **13 % des travailleurs clés**, indispensables à la relance des économies. Toutefois, ils sont davantage vulnérables au virus en raison de la pauvreté et de l'exclusion. La Commissaire déclare qu'elle va donc présenter un plan d'action sur l'intégration et l'inclusion afin **de supprimer les obstacles que rencontrent les migrants dans l'accès aux services de santé**, y compris la santé mentale, et de mieux prendre en compte les besoins spécifiques des femmes migrantes. Il est nécessaire selon elle de former les travailleurs de la santé à la diversité des besoins spécifiques de certains groupes et de mieux informer les migrants sur l'accès aux soins. Ainsi, la Commissaire conclue sur l'importance du Pacte européen sur l'immigration et l'asile et des 36 milliards d'euros mobilisés au niveau européen pour lutter contre la pandémie. « Ce qui sous-tend

toutes mes politiques, affirme-t-elle, c'est l'idée que la migration est quelque chose de normal. Quelque chose qui peut être géré. »

Pour plus d'informations

Note et vidéo de la conférence : <https://www.worldhealthsummit.org/m8-alliance/topics/migrant-and-refugee-health.html>

Discours de la Commissaire européenne : https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/johansson/annoncements/commissioner-johanssons-speech-world-health-summit-migration-and-refugee-health_en

Groupe de recherche sur la migration et les droits de l'homme (Migration Menschenrechte) / Première édition de l'étude REMAP (Human Rights Challenges to European Migration Policy)

La première édition de l'étude du REMAP sur les défis des droits de l'homme pour la politique migratoire européenne a été publiée en octobre 2020. L'étude **cartographie le cadre juridique des droits de l'homme applicable à la politique européenne de migration** et examine ses implications pratiques. Elle est structurée en 7 parties : assurer l'accès au droit d'asile, assurer la liberté et la liberté de mouvement, garantir des normes de procédure, prévenir la discrimination, préserver les liens sociaux et familiaux, garantir les droits socio-économiques et enfin promouvoir l'infrastructure des droits de l'homme.

Pour plus d'informations

Etude : <https://www.migrationundmenschenrechte.de/de/topic/541.remap.html>

Centre des Migrations Mixtes (Mixed Migration Center) / L'accès des réfugiés et des migrants aux services de santé en Afrique de l'Ouest pendant le COVID-19

Le Centre des Migrations Mixtes est une source de premier plan de données, de recherches, d'analyses et d'expertises indépendantes sur les migrations mixtes. Le dernier rapport publié porte sur les **répercussions de la pandémie de COVID-19 sur la mobilité en Afrique de l'Ouest**. Il donne un aperçu de l'accès aux soins de santé, de l'ampleur du dépistage et des précautions prises par les personnes en déplacement, basé sur des enquêtes téléphoniques menées auprès de 1 396 réfugiés et migrants au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Le **manque de financements constitue le principal obstacle aux services de santé** parmi les répondants. Une approche centrée sur le genre pourrait être utile dans certaines formes de sensibilisation : les femmes ont indiqué avoir plus de difficultés que les hommes à respecter la distanciation sociale en raison de leurs conditions de vie, tandis que les hommes ont déclaré un accès plus difficile aux services de santé.

Pour plus d'informations

Etude : <http://www.mixedmigration.org/resource/refugees-and-migrants-access-to-health-services-in-west-africa-in-times-of-covid-19/>

Focus nationaux

Grèce / Les conditions se détériorent dans les camps de réfugiés

La pandémie de COVID-19 a profondément détérioré les conditions de vie dans les camps de migrants en Grèce, comme le rapporte l'Agence des droits fondamentaux de l'UE. En raison des conditions de vie difficile et de l'impossibilité de quitter le territoire, 20 à 30 personnes en moyenne reconnues comme réfugiés et **transférées à Athènes retournent à Lesbos** chaque jour, où **les fermetures annoncées des camps de Kara**

Tepe et de PIKPA ont suscité l'indignation de la société civile. Le report de la fermeture du camp auto-organisé de PIKPA, qui accueille une centaine de personnes particulièrement vulnérables, a été salué par Solidarité Lesbos. Dans une affaire impliquant une mère vulnérable et son nouveau-né, le Conseil grec pour les réfugiés a demandé à la CEDH d'adopter des mesures provisoires, alléguant une violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le nouveau camp d'urgence de Kara Tepe réunit 8,000 réfugiés provenant du camp détruit de Moria, dans des conditions sanitaires déplorables aggravées par les intempéries. La proximité rend impossible le maintien de la distanciation sociale et le manque de protections contre le COVID-19 est critique. L'association Astraparis souligne le manque de dépistage en raison de l'absence de financements gouvernementaux.

29 organisations de défense des droits de l'homme et d'aide humanitaire demandent **une enquête des députés grecs concernant les retours illégaux effectués principalement par le biais de refoulements et d'expulsions collectives**. Plusieurs sources ont par ailleurs fait état de 59 personnes placées dans deux radeaux de sauvetage surchargés au large de Lesbos par les garde-côtes grecs le 18 octobre et qui ont dérivé pendant des heures avant d'être localisées et évacuées par les garde-côtes turcs. L' Aegean Boat Report documente le refoulement de près de 200 personnes par les garde-côtes grecs le 20 octobre, dans le cadre de la plus grande opération de ce type jamais enregistrée par l'ONG.

Pour plus d'informations

Communiqué : <https://www.ecre.org/greece-pikpa-eviction-postponed-shortages-in-new-lesvos-camp-covid-outbreak-continues-new-pushback-incidents-golden-dawn-leadership-straight-to-jail/>

Communiqué : <https://www.ecre.org/greece-golden-dawn-declared-criminal-organisation-people-return-from-mainland-to-lesvos-push-backs-continue/>
